

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 28 (1936)
Heft: 5

Artikel: Pour une politique économique régionale
Autor: Aufhäuser, S.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384050>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

28^{me} année

Mai 1936

N° 5

Pour une politique économique régionale.

Par S. Aufhäuser, Prague.

Un regard sur la situation présente de l'économie dans le monde permet de constater que la pression de la crise ne s'exerce plus d'une manière uniforme sur l'ensemble des pays et que certains d'entre eux, parmi les plus importants, semblent dès maintenant avoir dépassé le fond de la dépression. C'est ainsi que, depuis la dévaluation de la livre, la situation s'est nettement redressée en Grande-Bretagne. Cette amélioration a d'ailleurs profité aussi aux autres pays du bloc de la livre, auxquels le réajustement de leur change a permis d'accroître leur pouvoir de concurrence à l'égard des Etats dont la monnaie est restée stable. Aux Etats-Unis, la production du fer et de l'acier brut, de même que l'importation et l'exportation en général ont augmenté; dans les pays scandinaves, on enregistre une amélioration générale, dont, grâce à une heureuse politique d'entente avec les ouvriers, les paysans ont également bénéficié. A l'Est et au Sud-Est de l'Europe, par contre, pas plus d'ailleurs qu'en France, en Belgique ou en Suisse, on ne peut noter pareil revirement dans la situation économique, et il est à peine besoin de dire qu'il ne s'est pas non plus produit dans les pays de dictature fasciste que sont l'Allemagne et l'Italie et dont on ne saurait prendre pour des symptômes d'amélioration l'activité fébrile qu'y déploient à l'heure présente les industries d'armement.

Mais, en dépit de l'incontestable reprise qu'on y constate, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis eux-mêmes ont encore une armée de chômeurs dont l'importance montre bien combien profonds ont été les effets de la crise. Si l'on considère l'économie mondiale dans son ensemble, on est bien forcé d'admettre qu'on n'a guère réussi encore à reconstruire ce que la guerre a si profondément désorganisé, pas plus qu'on n'a su jusqu'ici adapter le commerce international aux transformations structurelles qui se sont produites dans le système capitaliste. Plus le capitalisme contribuait à développer les moyens de production et plus il

révélaient son incapacité à assurer une répartition judicieuse des produits. Le capitalisme monopolisateur n'est plus capable d'utiliser et de mettre en valeur les richesses que les masses travailleuses produisent sous sa direction, et c'est plus particulièrement dans l'ère du haut capitalisme, avec ses cartels, ses trusts et ses syndicats, que cette incapacité à ajuster production et consommation est apparue le plus nettement.

Mais si les hommes sur lesquels repose le système économique actuel sont hors d'état de surmonter la crise de structure dont souffre le monde, la classe ouvrière organisée a le devoir et, je dirais, la mission historique, de collaborer immédiatement et activement à une réorganisation de l'économie.

Le capitalisme traditionnel s'effondre aujourd'hui sur l'énorme masse des marchandises dont il a engendré la production et pour lesquelles il n'y a plus de marchés et ses expériences et tâtonnements même ne sauraient restituer aux peuples le pouvoir d'achat qu'ils ont perdu. C'est ainsi qu'en désespoir de cause le capitalisme lui-même a mis à l'ordre du jour le problème de l'économie dirigée sur le plan national et international. Mais il reste réservé aux ouvriers et aux employés de montrer la voie vers une économie conçue et organisée en vue de satisfaire les besoins véritables et vers une utilisation plus complète et plus rationnelle d'une production incessamment accrue par les progrès de la technique moderne.

En sa qualité de gardienne de la richesse la plus précieuse des nations, le travail humain, la Fédération syndicale internationale s'est de tout temps préoccupée de ce problème et, notamment, de la répartition rationnelle des produits dans le monde. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici les propositions que la F. S. I. a été amenée à faire dans ce domaine. C'est au lendemain même de la guerre qu'elle eut pour la première fois l'occasion d'intervenir dans ces questions et à formuler sous forme de directives concrètes sa conception d'une réforme de l'économie mondiale. En mai 1928, le comité de la F. S. I. avait décidé d'élaborer un programme économique qui fut finalement publié en juillet 1929 à la suite d'une étude approfondie du problème. Ce programme était tout entier inspiré par la volonté de la F. S. I. d'exercer une influence marquée sur la vie économique des peuples. Encore que, tout naturellement, l'ouvrier s'intéresse dans la règle d'abord aux problèmes économiques de son pays, la crise profonde et universelle avait fait ressortir l'interdépendance étroite des problèmes nationaux avec ceux des autres pays. C'est donc vers une action concrète dans le domaine de la reprise des échanges que la F. S. I. s'orientait. Dans son introduction aux directives d'une politique économique internationale, le comité de la F. S. I. écrivait en décembre 1929 :

« Le temps n'est plus, en effet, où les travailleurs demeuraient apathiques et indifférents aux choses sociales; leurs

organisations leur ont inculqué qu'ils ont le moyen de faire valoir une influence sur l'évolution à la condition qu'ils sachent vouloir, conduits par une volonté unanime, marcher du même pas à la conquête de l'avenir. »

Dans la période de lutte et de tâtonnement, où nous nous trouvons à l'heure présente dans le domaine de l'orientation future de la politique économique, le programme de la F.S.I. mérite d'être remis au premier plan de la discussion. Dès 1929, au début même de la crise, les syndicats, dans les directives qu'ils avaient élaborées en vue de la reprise du commerce international, avaient posé comme condition nécessaire du processus de restauration la suppression des barrières douanières et l'abolition de toutes les mesures protectionnistes. Leur programme demandait la suppression par le jeu de conventions internationales des interdictions d'importation et d'exportation et une certaine uniformité dans les clauses générales des traités de commerce. L'action engagée par l'adoption de ces directives trouva sa conclusion dans les résolutions du congrès syndical international tenu à Stockholm en juillet 1930. Les divers membres de la F.S.I. avaient été préparés et orientés de manière à pouvoir mener une lutte uniforme contre les errements de l'économie capitaliste. Le congrès suivant, tenu à Bruxelles en août 1933, s'attacha à développer les directives de Stockholm par l'adoption d'un programme d'économie planée. L'interdépendance étroite entre l'économie et le politique, que la marée montante du fascisme a encore accentuée en Europe, a enfin amené la F.S.I. à unir ses forces à celles de l'Internationale socialiste ouvrière en vue d'une action commune contre les conséquences néfastes de l'autarchie et du protectionnisme.

Les années précédentes avaient montré l'impossibilité de trouver rapidement et en pleine crise une solution mondiale des problèmes économiques; on s'orienta donc vers des solutions limitées à un cadre régional. Plus que quiconque les syndicats, que leur structure même rend internationaux et au sein desquels l'idée de la solidarité internationale est si fortement ancrée, sont pénétrés de la conviction que toute entente régionale est susceptible de faire progresser la réforme économique. On ne peut que servir la cause d'une telle réforme en Europe et, ultérieurement dans le monde, en éprouvant tout d'abord les principes de la solidarité et de l'union économique sur le terrain plus restreint de territoires ayant la même structure et la même orientation.

A la suite du congrès de Stockholm, les deux internationales eurent l'occasion, en octobre 1932, d'examiner à fond les mesures de défense contre le protectionnisme croissant des grandes puissances et la collaboration, à cet effet, des petits pays. Abandonnant le stade des considérations théoriques, le rapport publié à l'issue de cette conférence s'efforce de placer sur le terrain des réalisations pratiques le problème de la collaboration économique

des petites et moyennes puissances. Voici en quels termes il s'exprime à ce sujet :

« La situation économique du monde et de l'Europe en particulier est de plus en plus désorganisée par la politique des tarifs douaniers, des contingentements et autres restrictions que poursuivent tous les Etats pour essayer de se sauver au détriment des autres. »

Il dit plus loin :

« Jusqu'à présent, et malgré la condamnation sévère de cette politique par toutes les conférences internationales, il n'a pas encore été possible d'arriver à un accord qui mette fin à cette politique désastreuse. La Conférence estime qu'aussi longtemps qu'un accord général n'aura été réalisé il importe de favoriser la conclusion d'accords régionaux non seulement parce qu'ils peuvent limiter le mal pour les pays participants, mais aussi parce qu'ils tendent à préparer l'établissement d'un règlement général n'excluant aucune nation. »

Dans une résolution commune, la F. S. I. et l'Internationale socialiste ouvrière demandaient avant tout la suppression des obstacles à la circulation des capitaux et des marchandises et le maintien du niveau des salaires. La résolution ajoutait que le maintien des méthodes autarchiques équivaldrait en réalité au suicide des peuples.

Mais il a fallu longtemps encore avant que l'idée des groupements économiques entre Etats pénètre peu à peu dans les esprits. Les transformations et les secousses politiques qui n'ont cessé d'agiter l'Europe au cours des dernières années, ont fait passer au second plan les nécessités économiques. Pour finir, pourtant, les yeux se sont ouverts à cette vérité qu'une consolidation économique de l'Europe constitue la condition préalable de la paix politique.

Dans l'intervalle, les pays scandinaves ont pris entre eux l'initiative d'un rapprochement économique systématique. Cette collaboration et l'échange constant d'expériences qui en est né, n'ont pas été moins profitables aux masses ouvrières de ces pays qu'à leur population agricole. Plus encore, cette entente économique régionale a contribué à consolider l'influence politique des travailleurs dans les pays scandinaves.

Mais une action plus déterminante encore pour la transformation économique de l'Europe est celle qu'a exercée l'Union économique régionale qui s'est constituée entre les pays danubiens. La crise économique mondiale, qui avait fait apparaître partout la disproportion croissante entre la capacité de production et le pouvoir d'absorption des peuples, avait coïncidé avec l'établissement de nouvelles frontières en Europe centrale. Jusqu'en 1918, l'industrie et le commerce nationaux avaient suffi pour couvrir les besoins de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Aujourd'hui, sur ce territoire qui naguère constituait une unité

économique fermée, coexistent sept petites et moyennes puissances; à l'égal du reste du monde, chacun de ces Etats a pratiqué une politique autarchique, sans pourtant qu'ils puissent se suffire à eux-mêmes. En effet, les pays dans lesquels l'Europe centrale se trouve aujourd'hui subdivisée, ne constituent aucunement des unités économiques complètes et seraient condamnés à périliter à défaut d'une organisation systématique des relations commerciales entre eux. La redistribution politique des territoires a transformé en commerce extérieur une bonne partie des transactions qui, autrefois, avaient lieu à l'intérieur des frontières nationales.

A l'exiguïté des territoires nationaux, il est indispensable pour les pays de l'Europe centrale de suppléer par l'extension de leur zone d'influence économique. On ne saurait donc s'étonner de ce que, au cours des quinze dernières années, la nécessité d'une organisation économique cohérente des pays danubiens se soit fait sentir d'une manière de plus en plus pressante. En réalité, en dépit de son caractère régional, le problème de l'Europe centrale préoccupe tout le continent européen. De son côté, le problème d'une organisation économique continentale de l'Europe n'est pas sans précédents, car hors d'Europe des solutions de portée continentale ont déjà été tentées antérieurement.

L'organisation économique pan-américaine englobe les pays de ce continent, du Canada jusqu'à l'Argentine et au Chili. En Extrême-Orient, il existe sur le même plan un groupement comprenant la Mandchourie, la Chine, l'Indochine et les Indes néerlandaises. Le groupement britannique est étroitement rattaché au continent africain et à l'Australie et peu à peu, très timidement encore, on voit se dessiner en Europe centrale les contours d'un territoire économique situé dans le bassin du Danube. Depuis la fin de la guerre, il n'a pas manqué de conférences économiques et de plans pour régler le problème danubien, mais les obstacles politiques ont entravé toute réalisation. Il appartenait aux pays de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie) de poser les premiers jalons d'une union économique; puis vint, sous la direction de l'Italie, la constitution avec l'Autriche et la Hongrie du bloc romain. Les deux groupements ont dû constater que leurs possibilités d'action restent limitées aussi longtemps qu'ils ne réussiront pas à éliminer la concurrence entre eux et à intégrer les produits de leur industrie, de leur sous-sol et de leur agriculture dans un processus harmonieux de compensation et de collaboration économique. Du côté syndical, les organisations d'employés de commerce, sous la direction du secrétaire général de la fédération tchécoslovaque, le camarade Robert Klein, ont pris l'initiative de suggérer la constitution d'un territoire économique danubien et ont créé en 1933 une communauté de travail des fédérations d'employés de commerce de l'Europe centrale, qui groupe les représentants de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Roumanie, de l'Autriche et de la Hongrie.

Pourtant, on en resta aux projets, jusqu'au jour où le rapprochement franco-italien sembla ouvrir la voie à la constitution d'une nouvelle combinaison dans le bassin du Danube. Une conférence danubienne fut effectivement préparée, mais dut être ajournée à plusieurs reprises, en raison des complications politiques qui étaient survenues dans l'intervalle, jusqu'à ce que finalement on y renonça. Survenant à ce moment, il sembla que le conflit italo-éthiopien allait encore accentuer les antagonismes entre les deux groupes danubiens: pays sanctionnistes et anti-sanctionnistes se trouvèrent face à face. Mais la pression croissante de la crise et la réaffirmation dans le monde des principes de la S. d. N. remirent le projet danubien au premier plan des préoccupations de l'Autriche. Le rapprochement austro-tchèque trouva sa consécration dans la visite que le chancelier Schuschnigg fit à Prague le 16 janvier 1936.

Durant les dernières semaines, le pacte régional danubien semble être devenu une réalité dans la discussion autour d'une réorganisation économique de l'Europe. Les cinq pays intéressés sont en mesure, surtout si l'on y ajoute encore la Bulgarie, de se compléter très largement aussi bien comme clients que comme fournisseurs. On n'ignore pas que, durant les années d'après-guerre, les pays successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ont fait un effort considérable vers l'autarchie tant industrielle qu'agraire. Pourtant, il semble qu'une collaboration fructueuse puisse s'établir entre eux, si ces pays sont prêts à s'accorder mutuellement un traitement préférentiel et à convenir entre eux d'une organisation systématique de leur commerce extérieur.

Selon le plan d'organisation danubienne de la communauté de travail des syndicats d'employés, le développement des échanges entre les pays intéressés constitue le pivot de la réforme économique projetée. En vue de la politique d'accords commerciaux qui est à la base de cette réforme, il ne suffirait pas d'assurer de pays à pays un équilibre mécanique de la balance commerciale; il importe, au contraire, de provoquer une prospérité générale de l'économie danubienne et un accroissement du volume des échanges dans le cadre de cette économie. Dans cet esprit on envisage des droits préférentiels et, dans la mesure où leur application serait entravée par les accords existants qui contiennent la clause de la nation la plus favorisée, il importerait de garantir à tous les Etats danubiens un traitement identique.

D'après le plan, le rapprochement commercial serait complété par un ensemble de mesures coordonnées dans les domaines des transports, des changes, du développement industriel et de la politique agraire.

En vue de la répartition rationnelle des marchés, on suggère la constitution de cartels internationaux, agissant sous la surveillance d'un organe de contrôle unique dont le rôle serait de prévenir tout abus dans la détermination des prix. En plus de cela,

les syndicats d'employés préconisent une union douanière et économique en vue d'aboutir à une véritable répartition internationale des fonctions productrices. La constitution de l'union économique danubienne doit non point aboutir à une autarchie danubienne, mais permettre de faire cesser les autarchies particulières des petits Etats établis dans cette partie de l'Europe et préparer leur intégration dans l'économie mondiale. Bref, si ce projet se réalisait, il aurait pour effet la constitution d'une coalition économique s'étendant à une population à peu près égale à celle de l'Allemagne, mais couvrant un territoire sensiblement plus étendu. Sur des points importants, ce groupement se trouverait en contact avec l'économie suisse. Au surplus, le problème de l'Europe centrale ne saurait être indifférent aux syndicats suisses au regard de l'effort qu'ils poursuivent pour la réforme économique dans leur propre pays. Ils sont adversaires d'une politique de déflation et de rétrécissement de la vie économique et se dressent avec raison contre la baisse des salaires que l'on voudrait pratiquer pour stimuler les exportations. En réalité, pour la Suisse comme pour les pays de l'Europe centrale, le problème de l'exportation est moins un problème de prix et de salaires, que de bonnes relations commerciales fondées sur de bons traités. Dans cet esprit, la Suisse ne saurait que bénéficier d'une amélioration des relations commerciales et d'une solution du problème de l'Europe centrale.

Comme les ouvriers de tous les autres pays, les travailleurs suisses ont le plus grand intérêt à voir se constituer une union économique danubienne, prélude d'une consolidation de l'Europe. Si l'on veut faire une réalité de l'internationale, il convient tout d'abord de réaliser l'union des peuples voisins.

Une solution des problèmes économiques de l'Europe centrale et, notamment, du problème autrichien est en même temps la condition préalable d'une pacification de l'Europe. Sa constitution géologique et géographique pousse l'Autriche à rechercher une extension de sa zone d'influence économique, ses accords avec l'Italie ne lui assurant plus les débouchés nécessaires. Ses regards ne peuvent donc se tourner que vers l'Allemagne et vers les autres pays danubiens. L'orientation politique et économique de l'Autriche ne peut être séparée de la lutte des travailleurs autrichiens pour leurs libertés démocratiques et pour leurs aspirations politiques. Le programme politique de la démocratie révolutionnaire aura une force de persuasion et de propagande d'autant plus grande qu'il pourra s'appuyer sur un programme économique conçu dans le cadre des pays du Danube. Entre le rapprochement avec l'Allemagne, qui est une variante du fascisme, et la coordination de ses efforts avec ceux de la Petite Entente, dans un esprit de démocratie et de liberté, l'Autriche semble avoir choisi cette seconde solution.

Ainsi la solution du problème danubien devient, pour l'ensemble des travailleurs organisés d'Europe, en dehors même de sa

grande importance économique, une sorte d'épreuve pour les forces démocratiques coalisées dans la lutte contre le fascisme et la réaction.

L'importance économique des pays danubiens.

Par *Erika Rikli*.

La guerre mondiale a donné lieu à de très grandes transformations économiques. L'Europe, affaiblie par la guerre, vit son importance diminuer, tandis que d'autres continents, en particulier l'Amérique, surent s'assurer une très forte prépondérance dans les domaines les plus divers. La part de l'Europe au commerce mondial extérieur s'est rétrécie, bien que le nombre des Etats européens ait augmenté. Alors que cette proportion était encore de 61,2 pour cent en 1913, elle tomba à 55,7 pour cent en 1934. La production industrielle de l'Amérique a augmenté dans de plus fortes proportions que celle de l'Europe. Dans nombre de branches industrielles, les Etats-Unis occupent le premier rang; il suffit de songer au rôle que joue l'Amérique dans la production des automobiles. Une modification analogue s'est manifestée sur le marché du capital. De simple pays importateur de capitaux que l'Amérique était, il est devenu pendant et après la guerre un débiteur international de premier rang. La crise économique a affaibli les Etats-Unis, peut-être plus encore que les autres Etats européens, et cependant il n'est pas possible que l'avance économique de l'Amérique soit anéantie pour toujours; au contraire, il semble bien — abstraction faite des nouveaux troubles politiques en Europe — que l'importance des Etats-Unis va en s'accroissant.

L'Europe divisée contemple d'un œil jaloux la solidarité dont font preuve les Etats-Unis, leur entente politique et leur collaboration sur le terrain économique. Le morcellement de l'Europe a été encore accentué par le partage des terres après la guerre mondiale. En outre, des tentatives vers l'autarchie furent faites pendant la guerre, tentatives que l'on abandonna dans une certaine mesure durant les années d'après-guerre, mais qui se manifestent avec plus d'intensité à la suite de la crise économique.

La comparaison établie entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe donne lieu depuis des années à des plans visant à la création des Etats-Unis d'Europe, comme le plan pan-européen et nombre d'autres projets. Ces diverses propositions varient beaucoup entre elles quant au but et à la portée. Les unes envisagent